

Analyse / Prospective de l'économie mondiale

01/02/2010 | 11:05

(AOF / Funds) - La crise financière est le moment initial d'une profonde mutation de l'économie mondiale. Car elle a marqué la fin d'un mode de croissance insoutenable. La débâcle financière a d'abord été celle d'un secteur financier devenu prédateur. Mais cette posture a été rendue possible par la dérive de longue durée de l'endettement de l'économie privée qui a entraîné la consommation bien au-delà du pouvoir d'achat des revenus des salariés, lesquels n'ont pas suivi les progrès de productivité. Cette distorsion a été exacerbée par l'élargissement démesuré des inégalités sociales. La crise sociale se double d'une crise écologique. En effet, l'augmentation massive de la consommation à la mode américaine a polarisé la croissance des pays émergents sur un modèle d'exportation destructeur de capital naturel, en sus des dégradations infligées dans les pays occidentaux. Le coût rapidement croissant des ressources énergétiques et alimentaires exerce une pression intolérable sur l'écosystème planétaire.

La transition en Occident passe par le désendettement prolongé du secteur privé et la remontée de l'épargne. Ce processus dépressif est amorti par l'essor des dettes publiques sans stopper l'augmentation inexorable du chômage. Il s'ensuit une croissance basse à moyen terme. Corrélativement, les pays émergents doivent réorienter leur mode de croissance pour soutenir le rattrapage de leur niveau de vie. Une profonde transformation des rapports de puissance économique dans le monde va en résulter. Quels sont les facteurs à long terme qui peuvent faire de ce basculement le processus porteur d'une ère de prospérité mondiale ?

La première évolution est la transition démographique. Dans les pays développés, la population d'âge actif va baisser dans les prochaines décennies et le poids des retraités va augmenter. Au contraire, la baisse de la fécondité dans les pays en développement va entraîner un accroissement du poids de la population d'âge actif pendant deux décennies avant que le vieillissement ne se fasse sentir. Il en résulte de grandes opportunités de croissance si les pays développés transfèrent du capital et de la technologie ; ce qu'ils auront intérêt à faire puisque les rendements élevés se trouveront dans le reste du monde.

La seconde évolution est le renouvellement du progrès technique. Les grandes phases d'essor du capitalisme ont été marquées par des vagues d'innovations séculaires en quatre phases. La première est celle de l'invention, de l'exploration des domaines possibles d'usage et de mise au point de procédés techniques. La seconde est la phase rapide de diffusion commerciale dans les pays à niveau de vie élevé, proches des foyers d'innovation. C'est la phase de la croissance forte et des hauts profits. Elle provoque une transformation des modes de consommation, mais se heurte finalement à la surproduction qui engendre la troisième phase marquée par une crise d'adaptation. Au terme de celle-ci, l'innovation se banalise et abaisse ses coûts ; ce qui ouvre le champ à la quatrième phase, dite de maturité, où l'expansion de la demande se fait dans des strates de revenus plus modestes et dans l'ensemble du monde capitaliste.

La nouvelle vague est celle des technologies de l'environnement dont la croissance de diffusion dépend d'une prise de conscience politique. L'outil de la cohérence macroéconomique des politiques est l'accroissement de la richesse sociale généralisée qui incorpore une mesure étendue du capital. Elle englobe non seulement le capital productif au sens de la comptabilité nationale, mais aussi le capital humain et le capital naturel. Un régime de croissance est soutenable s'il ne décumule pas du capital au sens étendu, donc si la variation de la richesse sociale généralisée n'est pas négative. Cette conception de la croissance modifierait profondément les politiques économiques. Du côté de la composante humaine de la richesse, la priorité est l'éducation et les déterminants de base de la santé dans les pays en développement, l'augmentation des taux de participation féminine, ainsi que l'égalité des opportunités et des rémunérations, l'éducation sur toute la vie et la responsabilité collective de la protection de l'épargne retraite dans les pays développés. Du côté de la composante naturelle, c'est le déploiement des outils (taxe carbone, marchés des droits, réglementations, subventions) pour modérer le changement climatique.

Michel Aglietta, Université Paris Ouest, Cepii et Groupama AM



Copyright 2010 AOF

Tous droits de reproduction et de représentation réservés ([Avertissement légal](#))

Dernières actualités "Toute l'actu"

Heure

Titre

- 09:50 **BOURSE DE PARIS** : La France transmet son plan de réduction du déficit à Bruxelles
- 09:50 **AREVA CI** : contrat de fourniture de cinq ans avec le brésilien INB
- 09:50 **ETF** : Source compte deux nouveaux actionnaires
- 09:50 Invesco PowerShares lance deux ETF actions
- 09:45 **MUSÉE GRÉVIN** : ventes du T1 en hausse de 10,5%.
- 09:40 **FRANCE TÉLÉCOM** : Stéphane Richard n°1 du groupe en mars.
- 09:35 **MICHELIN** : contrôle 100% de Shanghai Michelin Warrior
- 09:30 **AIR LIQUIDE** : rachète un groupe de soins médicaux à domicile
- 09:30 **CAST** : grimpe sur un 4e trimestre dynamique.
- 09:25 **ENTREPOSE CONTRACTING** : hausse de 32,5% des ventes en 2009.

© 2010 Zonebourse.com